



## Arrêt

**n° 208 418 du 30 août 2018  
dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître B. MBARUSHIMANA  
Rue E. Van Cauwenbergh 65  
1080 BRUXELLES**

**contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration  
et d'asile, et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
chargé de la Simplification administrative**

### **LA PRÉSIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 16 août 2011, par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision déclarant non fondée une demande d'autorisation de séjour, prise le 31 mai 2011.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 18 juin 2018 prise en application de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, précitée.

Vu la demande d'être entendu du 23 juin 2018.

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2018 convoquant les parties à l'audience du 2 août 2018.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me B. MBARUSHIMANA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. NOKERMAN loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1.1. Aux termes de l'article 39, §7, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, « L'étranger qui est radié d'office par l'administration communale ou dont le titre de séjour est périmé depuis plus de trois mois, est présumé, sauf preuve du contraire, avoir quitté le pays ».

1.2. L'ordonnance adressée aux parties relève que la partie requérante ne semble plus avoir d'intérêt actuel au présent recours, dès lors qu'elle a été radiée d'office par l'administration communale.

2. Comparissant à l'audience du 2 août 2018, le conseil de la partie requérante déclare ne pas avoir de contact avec celle-ci mais qu'elle se trouverait toujours sur le territoire belge.

La partie défenderesse relève qu'aucune preuve de cette présence n'est apportée.

3. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que l'affirmation du conseil de la partie requérante à l'audience ne suffit pas à démontrer la persistance d'un intérêt au présent recours.

4. Le recours est irrecevable, à défaut d'intérêt.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente août deux mille dix-huit, par :

Mme N. RENIERS,

Présidente de chambre,

Mme E. TREFOIS,

Greffière.

La greffière,

La présidente,

E. TREFOIS

N. RENIERS